

ASSEMBLÉE NATIONALE29 avril 2026

PROTECTION ET SOUVERAINETÉ AGRICOLES - (N° 2632)

Non soutenu

N° CE454

AMENDEMENTprésenté par
Mme Laporte

ARTICLE PREMIER

Après l'alinéa 4, insérer les trois alinéas suivants :

« La politique publique de protection et de reconquête de la souveraineté agricole et alimentaire s'inscrit dans la traduction opérationnelle des orientations définies dans le cadre des conclusions des conférences de souveraineté alimentaire prévues au présent article.

« À cette fin, l'État identifie, pour chaque filière de production agricole, les conditions nécessaires à l'atteinte des objectifs de développement, de maintien et d'augmentation des capacités de production définis dans ces conclusions, ainsi que les freins juridiques, normatifs, administratifs ou économiques susceptibles d'y faire obstacle.

« L'État veille à mettre en œuvre les dispositions qui visent en priorité à lever ces freins afin de permettre la réalisation effective des objectifs de souveraineté agricole et alimentaire, dans le respect de la compétitivité des exploitations, de la sécurité juridique des projets et de la pérennité économique des filières. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à établir un lien explicite entre les conclusions des conférences de souveraineté alimentaire et le projet de loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricoles, en affirmant que les dispositions du titre Ier ont vocation à lever les freins identifiés afin de permettre la mise en œuvre effective des objectifs de souveraineté définis par filière.

Les conférences de souveraineté alimentaire ont permis de dresser un constat clair et partagé : la France subit un affaiblissement préoccupant de ses capacités de production agricole, compromettant sa souveraineté alimentaire et la pérennité de nombreuses filières stratégiques. Elles ont également mis en évidence, pour chaque secteur, des objectifs précis de maintien, de développement ou de reconquête de la production. Toutefois, la réalisation de ces objectifs se heurte aujourd'hui à de multiples freins réglementaires, normatifs, administratifs ou contentieux, qui entravent la conduite

des projets agricoles et découragent l'investissement productif. Ces obstacles constituent un facteur majeur de décrochage de notre appareil de production.

Aussi, il est proposé, en inscrivant dès l'ouverture du texte un objectif clair, de donner une cohérence d'ensemble au projet de loi, de sécuriser juridiquement les mesures de simplification et d'adaptation normative qu'il comporte et de réaffirmer que la souveraineté agricole ne peut être atteinte sans une capacité réelle et durable à produire sur le territoire national.